

Communiqué de Presse - 17 novembre 2017

Journée mondiale de la vasectomie : où en est-on ?

Depuis 2001¹, la **vasectomie est légale en France et accessible pour toute personne majeure**. Ce geste simple, sans hospitalisation, reste marginal et concerne moins de 1% des hommes. Elle est beaucoup plus courante au Royaume-Uni, en Espagne et aux Pays-Bas où 10 à 20% des hommes y ont recours. Quant à l'Allemagne, 50 000 vasectomies y sont pratiquées par an.

Depuis 20 ans la contraception masculine est pratiquée en France par trop peu de médecins, malgré son coût modeste (60 €). En effet, de nombreux freins existent pour la contraception permanente qu'elle soit masculine ou féminine. Or la maîtrise de sa fécondité et de ce fait la volonté d'être responsable de son non désir d'enfant est un droit fondamental. La vasectomie est un outil de ce droit. Elle relève du seul choix des personnes et/ou des couples.

Pour que ce réel choix existe, il faut :

- **que les campagnes d'information grand public sur la contraception intègrent aussi la contraception masculine dont la vasectomie,**
- **que cette pratique fasse partie intégrante de la formation des professionnel.le.s de santé,**
- **que l'accès à l'information et l'éducation à la sexualité pour toutes et tous soient développées. Car outre que la contraception concerne autant les filles que les garçons, ce n'est qu'en travaillant sur des rapports égalitaires entre les femmes et les hommes, que nous pourrions lever les freins de part et d'autre sur l'acceptabilité et la diffusion de la contraception masculine comme féminine, et partager la responsabilité contraceptive.**

Permettre de choisir si et quand on veut un enfant a été une condition de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'émancipation des femmes.

Garantir aujourd'hui aux femmes et aux hommes l'accès à une contraception choisie et adaptée, accessible grâce à un réseau de professionnel.le.s formé.e.s et de lieux ressources présents sur tout le territoire national en métropole et dans les DOM, c'est un combat d'actualité, en 2017 !

Contacts presse

Pierre Colin, ARDECOM : 06 07 43 33 94

Lydie Porée, Planning Familial : 06 87 16 36 68

¹ La loi n°2001-588 a autorisée la contraception définitive pour les hommes et les femmes